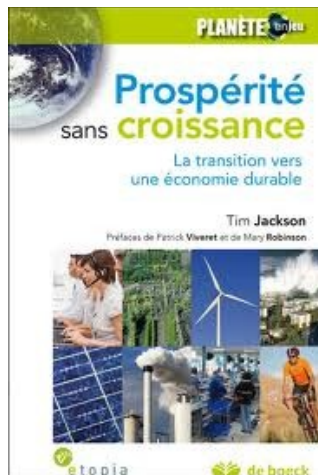


Observatoire du Management Alternatif
Alternative Management Observatory

Fiche de lecture

Prosperité sans croissance
La transition vers une économie
durable
Tim Jackson
2009



Nilufar Oberreiner – Janvier 2012
Majeure Alternative Management – HEC Paris – 2011-2012

Prosperité sans croissance – La transition vers une économie durable

Cette fiche de lecture a été réalisée dans le cadre du cours «Grands Défis» donné par Denis Bourgeois au sein de la Majeure Alternative Management, spécialité de troisième année du programme Grande École d'HEC Paris.

Éditions De Boeck et Etopia (coédition), Collection Planète en jeu, Bruxelles, 2010
Première parution de l'ouvrage : éditions Earthscan, Londres, 2009

Résumé : Les sociétés des pays avancés sont caractérisées par un rapport pathologique à la consommation générateur d'un grand nombre de déséquilibres. Le consumérisme est le résultat d'une démarche délibérée de la part des gouvernements, visant à en faire un outil de croissance majeur. Les crises économique et écologique mondiales nous obligent à repenser ce modèle. Est-il possible de revitaliser la notion de bien public et de redynamiser le lien social ? Peut-on envisager la prospérité sans croissance ? L'auteur identifie des pistes d'action concrètes. Selon lui, la véritable prospérité peut être définie comme étant notre capacité à nous épanouir à l'intérieur des limites écologiques d'une planète finie. Elle dépend de notre capacité à participer à la vie de la société.

Mots-clés : Croissance, Consumérisme, Changement, Soutenabilité, Macroéconomie écologique, Prospérité

Prosperity without growth – The transition to a sustainable economy

This review was presented in the “Grands Défis” course of Denis Bourgeois. This course is part of the “Alternative Management” specialization of the third-year HEC Paris business school program.

De Boeck and Etopia editions, Planète en jeu collection, Brussels, 2010
First publication : Earthscan publishing, London, 2009

Abstract : Societies in the most advanced countries are characterized by a pathological relation to consumption involving many imbalances. Consumerism results from governments deliberate approach to make it a major tool for growth. The world economic and ecological crises force us to rethink this model. Can the notion of public good be revived and the social link be re-dynamized ? To what extent is prosperity without growth conceivable ? The author identifies several possible levers for action. According to him, the true prosperity can be defined as our capacity to blossom within the ecological limits of a finite planet. It mostly depends on our capacity to take part in society life.

Key words : Growth, Consumerism, Change, Sustainability, Ecological macroeconomics, Prosperity

Charte Ethique de l'Observatoire du Management Alternatif

Les documents de l'Observatoire du Management Alternatif sont publiés sous licence Creative Commons <http://creativecommons.org/licenses/by/2.0/fr/> pour promouvoir l'égalité de partage des ressources intellectuelles et le libre accès aux connaissances. L'exactitude, la fiabilité et la validité des renseignements ou opinions diffusés par l'Observatoire du Management Alternatif relèvent de la responsabilité exclusive de leurs auteurs.

Table des matières

1. L’auteur et son œuvre.....	4
1.1.Brève biographie	4
1.2.Place de l’ouvrage dans la vie de l’auteur.....	5
2. Résumé de l’ouvrage.....	6
2.1. Plan de l’ouvrage	6
2.2. Principales étapes du raisonnement et principales conclusions.....	9
3. Commentaires critiques.....	16
3.1. Avis d’autres auteurs sur l’ouvrage.....	16
3.2. Avis de l’auteur de la fiche	18
4. Bibliographie de l’auteur	20
5. Références	24

1. L'auteur et son œuvre

1.1. Brève biographie

Tim Jackson est professeur de Développement Durable à l'université du Surrey (Grande-Bretagne) et directeur du groupe de recherche de l'Economic and Social Research Council sur les modes de vie, les valeurs et l'environnement à travers le programme RESOLVE, qu'il a co-fondé et qui réunit trente chercheurs de différentes disciplines. Le but de RESOLVE est d'une part, d'améliorer la compréhension des liens existant entre le mode de vie, les valeurs sociétales et l'environnement, et d'autre part, de conseiller les décideurs politiques sur les moyens de faire évoluer les comportements sociaux. Tim Jackson dirige également le groupe de recherche Sustainable Lifestyles Research Group.

Dès 1988, il a développé pour l'Organisation Non Gouvernementale (ONG) Les Amis de la Terre (Friends of the earth) une approche innovante de réduction de l'empreinte carbone à moindre coût. En 1996, il a co-créé le premier indice de bien-être économiquement soutenable pour le Royaume-Uni. Après cinq ans passés à l'Institut de l'Environnement de Stockholm, il a été nommé en 2000 Professeur de la première chaire de Développement Durable créée en Grande-Bretagne. Depuis 2004, il est conseiller économique de la Sustainable Development Commission. Il est conseiller auprès de nombreux gouvernements, organisations et agences nationales et internationales.

Parallèlement à ses activités académiques, Tim Jackson écrit pour la BBC des émissions radiophoniques très populaires.

1.2. Place de l'ouvrage dans la vie de l'auteur

L'ouvrage est tiré d'un rapport rédigé par Tim Jackson en sa qualité de Commissaire à l'économie de la *Sustainable Development Commission* (SDC, en français *Commission pour le Développement Durable*). La SDC est une structure indépendante qui conseille le gouvernement britannique, gallois, écossais et nord-irlandais en matière de développement durable. C'est un *pool* de compétences qui remplit une mission d'observation, d'apport d'expertise et de contrôle des objectifs environnementaux que se fixent les gouvernements précités. La SDC a pour vocation de répondre aux défis environnementaux qui se posent à nos sociétés : comment assurer la transition vers une économie soutenable ? Comment faire en sorte que cette économie respecte les limites des ressources que nous offre notre planète ? Comment faire évoluer les mentalités et accompagner le changement des comportements en ce sens ?

Le livre fait 214 pages. Il engage une réflexion et propose des pistes concrètes sur le sens et la direction à donner à la prospérité dans les limites d'une planète aux ressources finies qui sera bientôt peuplée de neuf milliards d'habitants.

2. Résumé de l'ouvrage

2.1. Plan de l'ouvrage

Chapitre I – La prospérité perdue

- 1- La prospérité comme croissance
- 2- La question des limites
- 3- Au-delà des limites

Chapitre II – L'âge de l'irresponsabilité

- 1- A la recherche de coupables
- 2- Le labyrinthe de la dette
- 3- L'ennemi intérieur
- 4- Dettes écologiques

Chapitre III – Redéfinir la prospérité

- 1- La prospérité comme opulence
- 2- La prospérité comme utilité
- 3- La prospérité en tant que capacités d'épanouissement
- 4- Capacités limitées

Chapitre IV – Le dilemme de la croissance

- 1- L'opulence matérielle comme condition de l'épanouissement
- 2- Revenu et droits élémentaires
- 3- La croissance des revenus et la stabilité économique

Chapitre V – Le mythe du découplage

- 1- Découplage relatif
- 2- Découplage absolu
- 3- L'arithmétique de la croissance
- 4- Choix austères

Chapitre VI – La « cage de fer » du consumérisme

- 1- Structures du capitalisme
- 2- Logique sociale
- 3- Nouveauté et angoisse

Chapitre VII – Le keynésianisme et le « New Deal Vert »

- 1- Options de redémarrage de la croissance
- 2- *New Deal Vert*
- 3- Stratégies pour la création d'emplois
- 4- Le potentiel de la relance « verte »
- 5- Financer la reprise
- 6- Au-delà de la relance

Chapitre VIII – Une macroéconomie écologique

- 1- Théorie macroéconomique élémentaire
- 2- Changer le « moteur de la croissance »
- 3- Partager le travail
- 4- Investissement écologique
- 5- Fondements d'une théorie macroéconomique écologique

Chapitre IX – L'épanouissement – dans certaines limites

- 1- Une vie sans honte
- 2- Hédonisme alternatif
- 3- Le rôle du changement structurel

Chapitre X – Une gouvernance pour la prospérité

- 1- Le rôle de l'État
- 2- Égoïsme et altruisme
- 3- Les variétés du capitalisme
- 4- L'État schizophrène

Chapitre XI – La transition vers une économie durable

- 1- Établir les limites
 - a- Plafonds de ressources et d'émissions – et objectifs de réduction
 - b- Réforme fiscale pour la durabilité

- c- Soutien à la transition écologique dans les pays en développement
- 2- Réparer le modèle économique
 - a- Développer une théorie macroéconomique écologique
 - b- Investir dans l'emploi, les actifs et les infrastructures
 - c- Accroître la prudence financière et fiscale
 - d- Réviser les comptes nationaux
- 3- Changer la logique sociale
 - a- Politique du temps de travail
 - b- Lutte contre les inégalités systémiques
 - c- Mesurer les capacités et l'épanouissement
 - d- Renforcement du capital social
 - e- Démanteler la culture du consumérisme
- 4- Ce n'est pas une utopie

Chapitre XII – Une prospérité durable

- 1- Visions de la prospérité
- 2- Cendrillon au bal ?
- 3- La fin du capitalisme ?
- 4- Il serait plus que temps...

2.2. Principales étapes du raisonnement et principales conclusions

La prospérité perdue

La conception du progrès social dans les pays avancés est fondée sur l'expansion permanente des biens matériels. Ce mouvement perpétuel s'apparente à une fuite en avant intenable. Plus nous nous obstinons dans cette voie, plus nous mettons en péril une prospérité partagée et durable. D'ici quelques décennies, la terre devrait être peuplée de neuf milliards d'êtres humains. A quoi ressemblera la prospérité sur une planète aux ressources limitées ? Comment allons-nous nous y prendre pour l'atteindre ?

La croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) est au cœur des politiques gouvernementales des pays les plus avancés. De manière légitime, les pays en voie de développement tentent de se rapprocher du niveau de PIB des plus avancés. La prospérité est associée à l'accroissement du PIB, ce dernier mesurant la valeur économique des biens et services échangés sur le marché. Or, « plus » ne signifie pas forcément « mieux ». L'augmentation des inégalités met l'accent sur l'inégale répartition des fruits de la croissance.

Les défis environnementaux à relever sont nombreux. La surexploitation des ressources naturelles (pétrole, minéraux, matières premières) entraîne l'augmentation et la volatilité de leurs prix. Le changement climatique est en marche.

Partant, la question fondamentale à se poser est la suivante : comment un système économique en croissance permanente peut-il être compatible avec un système écologique fini ?

L'âge de l'irresponsabilité

La violence de la crise mondiale que nous traversons conduit à s'interroger sur ses causes profondes : comment en est-on arrivé là ? La crise des *subprimes* et l'augmentation des prix des matières premières sont largement conjoncturelles. Ce qu'il convient de se demander, c'est pourquoi des prêts ont été consentis à des foyers qui n'étaient pas en mesure de les rembourser. Pourquoi nos sociétés vivent-elles à crédit ? Parce que l'impératif de la croissance a façonné l'architecture de l'économie moderne. C'est en son nom que les réglementations ont été libéralisées, que les vannes du crédit se sont ouvertes sans discerne-

ment. L'expansion massive du crédit a entraîné une augmentation tout aussi massive des niveaux d'endettement. Dans les années 1980-1990, les « économies de marché libéralisées »¹, essentiellement les pays anglo-saxons, ont ouvert les marchés à la concurrence et libéralisé leurs économies. L'endettement des consommateurs a été fortement encouragé pour entretenir la croissance économique. Cela a moins été le cas dans les « économies de marché coordonnées »² (Allemagne, France, Belgique, Japon, pays scandinaves).

Avec la crise, cette politique d'incitation à l'endettement s'est révélée catastrophique pour beaucoup de ménages, devenus insolvable en raison de la perte de leur emploi et de la chute de la valeur de leurs actifs immobiliers. La crise signe le désaveu de la politique monétariste.

Redéfinir la prospérité

La véritable prospérité passe par une meilleure cohésion sociale et l'accession à des niveaux de bien-être supérieurs tout en réduisant notre empreinte environnementale. En effet, si la prospérité a bien une base matérielle, elle a aussi une dimension sociale et psychologique. Amartya Sen distingue trois conceptions de la prospérité³ : la satisfaction matérielle tout d'abord. A l'époque d'Adam Smith, l'opulence était considérée comme le fondement du bien-être. Pourtant, la théorie économique elle-même reconnaît des limites à la corrélation entre quantité et qualité : l'utilité marginale décroît au fur et à mesure que l'on acquiert davantage de biens. Autrement dit, plus l'on possède, plus la satisfaction que l'on en retire diminue.

La seconde conception de la prospérité d'Amartya Sen souligne le lien entre prospérité et satisfaction ressentie. Comment mesurer l'utilité d'un produit ? Au-delà de simples objets, les biens de consommation véhiculent un sentiment d'appartenance, un état d'esprit, une identité. A partir d'un certain seuil dans le niveau des revenus, situé d'après les études à quinze mille dollars annuels, le bien-être subjectif diminue. Là encore, le principe économique de l'utilité marginale décroissante s'opère. En d'autres termes, augmenter le PIB à l'infini n'apporte rien en termes de bien-être. Comme l'exprime très justement l'historien de l'économie Avner Offer, « *la vraie prospérité constitue un bon équilibre entre l'excitation de court terme et la sécurité de long terme* ».⁴

¹Hall et Soskice, Varieties of capitalism : the institutional foundations of competitive advantage, 2001, Oxford, Oxford University Press

²Hall et Soskice, Varieties of capitalism : the institutional foundations of competitive advantage, 2001, Oxford, Oxford University Press

³Amartya Sen, The living standard, 1984, Oxford Economic Papers

⁴Avner Offer, « A vision of prosperity », 2007, London : Sustainable Development Commission

La troisième conception de la prospérité selon Amartya Sen repose sur les capacités d'épanouissement des individus. Deux facteurs bornent de fait ces capacités : les limites écologiques d'une planète aux ressources finies et la croissance de la population mondiale. Quels sont les critères d'épanouissement des personnes ? Principalement la santé (physique et mentale), le respect de leurs droits élémentaires, l'intégration dans une communauté, la capacité de participer à la vie de la société (notamment par le travail, mais pas seulement).

Le dilemme de la croissance

A l'évidence, notre capacité d'épanouissement est avant tout conditionnée par la satisfaction de nos besoins élémentaires tels que se nourrir, se vêtir, se loger. Mais dans les pays avancés, le degré des besoins à satisfaire a depuis longtemps dépassé l'essentiel pour se loger dans le superflu. Comment cela se fait-il que nous soyons aussi dépendants des biens de consommation ? Parce qu'ils représentent un langage symbolique qui nous relie à autrui et nous permet de nous créer un sentiment d'appartenance à une, ou des, communautés.

Contrairement à ce que l'on pourrait imaginer de prime abord, il n'existe pas de corrélation parfaite entre niveau de revenus et niveau d'éducation, de santé et d'espérance de vie. La règle des rendements décroissants se vérifie une fois encore. Par exemple, la mortalité infantile est aussi faible à Cuba qu'aux États-Unis, et ce bien que les Cubains ne disposent que de 15% du revenu des Américains. Ce phénomène s'explique par la capacité de résilience développée par certaines structures sociales. Dans les pays de l'ex-URSS par exemple, le passage à l'économie de marché s'est accompagné de l'effondrement du système de prestations sociales et de santé. A Cuba en revanche, les prestations sociales publiques ont été maintenues

La croissance est-elle indispensable à la préservation de la stabilité économique ? D'un point de vue classique, oui. Une économie capitaliste ne connaît pas véritablement d'état stationnaire : le plus souvent, elle est soit en expansion, soit en récession.

Le mythe du découplage

Le découplage relatif désigne un accroissement de l'efficacité permettant de produire davantage en utilisant moins de ressources – et partant en réduisant l'impact sur l'environnement. Pourtant, il est essentiel de parvenir au découplage absolu, c'est-à-dire à une absence d'impact sur les ressources écologiques.

La « cage de fer » du consumérisme

L'efficacité technologique et les gains de productivité du travail qui y sont associés permettent de produire autant de biens avec moins de main d'œuvre, ce qui accroît le chômage. Par ailleurs, les économies financières réalisées d'un côté grâce à l'achat de produits basse consommation énergétique peuvent avoir un effet pervers car ce surplus d'argent peut servir à acheter d'autres biens et services. Autrement dit, la boucle s'auto-entretient et diminue les chances d'aboutir au découplage absolu.

L'économiste Schumpeter a montré que la croissance économique se nourrit du processus d'innovation et de la « destruction créatrice ».⁵ Les cycles de production et de vie des produits sont de plus en plus courts, preuve que le système est en voie d'essoufflement. Fonder la croissance économique là-dessus révèle l'emballlement du système. La difficulté provient de ce que les biens de consommation superflus remplissent aussi et surtout une fonction sociale et comblent une certaine vacuité. Le souci du paraître et de la comparaison sociale met bien souvent les individus en position de vulnérabilité par rapport à ces biens qui leur deviennent nécessaires pour asseoir leur personnalité.

Il est nécessaire de revenir à des valeurs et à des modes de vie davantage tournés vers la collectivité et la recreation du lien social.

Le keynésianisme et le « New Deal Vert »

Quatre pistes peuvent être envisagées pour relancer l'économie. La première, politiquement et socialement inacceptable, est de laisser la situation se redresser toute seule. La seconde consiste à stimuler la demande par une politique d'expansion monétaire, mais compte tenu des ravages qu'a causé la bulle du crédit, cette option n'est pas souhaitable non plus. La troisième piste consiste à diminuer les taxes et augmenter les prestations sociales. Mais en période de crise, cela reviendrait à faire croître l'épargne, ce que les gouvernements ne recherchent pas paradoxalement. La quatrième solution prendrait pour exemple le New Deal de Roosevelt dans les années 1930 : investissements massifs dans les infrastructures et les travaux publics.

Un New Deal Vert est une solution intéressante envisagée en 2009 par un certain nombre de parties prenantes au niveau international. Elle comporterait des investissements dans les

⁵Joseph Schumpeter, Théorie de l'évolution économique. Recherches sur le profit, le crédit, l'intérêt et le cycle de la conjoncture, 1934

technologies vertes, une démarche de réduction de la dépendance aux importations et de préservation de l'environnement. La Chine, la Corée du Sud, les États-Unis et l'Union Européenne ont notamment intégré, dans leurs plans de relance, des investissements « verts ». Le plan sud-coréen, par exemple, est le plus vertueux en la matière, puisqu'il est tourné à 80% vers des objectifs environnementaux. La relance économique doit être principalement basée sur la réorientation des investissements dans le secteur du développement durable et des emplois verts.

Comment financer ces investissements ? D'abord par l'émission de bons d'État « verts » liés à des investissements pauvres en carbone. Beaucoup de ces investissements offrant un retour élevé, cela ferait grimper l'épargne. Le financement de ces émissions d'emprunts serait assuré notamment par des taxes nouvelles ou existantes.

Une macroéconomie écologique

Le PIB, en tant qu'instrument de mesure de l'activité économique, devrait prendre en compte les externalités de la croissance économique, ce qu'il ne fait pas (pollution, coûts environnementaux, sanitaires voire sociaux).

Deux possibilités s'offrent à nous : œuvrer pour une croissance durable ou engager une décroissance stable. Rendre la croissance durable suppose de dématérialiser l'économie. Mais le résultat est incertain. Les germes de cette économie se retrouvent dans l'économie sociale et solidaire, les marchés locaux, le « *slow food* », les associations... C'est l'économie de « Cendrillon », qui constitue une initiative essentielle mais demeure à la marge de la rentabilité économique. Et pour cause, l'économie sociale et solidaire se fonde sur l'apport humain et elle est en contradiction avec la quête de productivité.

La stabilisation de la production passe par une baisse des effectifs. D'où la nécessité de partager le travail, de repenser son organisation et sa finalité.

L'épanouissement – dans certaines limites

Atteindre la prospérité dépend de notre capacité à participer à la vie de la société. De fait, on observe que dans les sociétés dites les plus avancées, la solitude est également très grande. Les études montrent que les individus qui résistent au consumérisme sont aussi les plus heureux.

Les gouvernements sont atteints de « schizophrénie ». Ils doivent cesser d'envoyer des signaux contradictoires à la société civile : d'un côté, prôner la relance de l'économie par tous les moyens, et de l'autre, engager le pays dans la croissance verte. Réduire l'emprise de la société de consommation sur les personnes fera reculer l'individualisme et la solitude. De la même façon, lutter contre les inégalités aura pour effet de recréer le lien social.

Une gouvernance pour la prospérité

Il convient de rééquilibrer le curseur entre les libertés et les intérêts individuels et le bien public. Nos sociétés aspirent à redonner vie au contrat social qui les unit. Le rôle de l'État est d'assurer les intérêts de long terme du corps social et de rapprocher ses membres plutôt que de les isoler et les mettre en compétition les uns avec les autres.

La transition vers une économie durable

La crise actuelle constitue une véritable opportunité de porter le changement. Celui-ci est sous-tendu par trois axes principaux. D'abord, établir des limites : aux émissions de carbone, internaliser les externalités *via* la fiscalité, soutenir la transition écologique des pays en voie de développement. Ensuite, changer de modèle économique : une économie fondée sur la croissance perpétuelle d'une consommation matérialiste permise par l'endettement n'est plus tenable écologiquement, socialement et économiquement. Cela passe notamment par la création d'emplois verts et la refonte des comptabilités nationales, le PIB étant un indicateur très parcellaire. Enfin, changer la logique sociale grâce à un partage du travail, la lutte contre les inégalités, la stimulation des capacités d'épanouissement et de résilience des sociétés, le renforcement du capital social et la mise à bas du consumérisme.

Une prospérité durable

Nous devons avoir la sagesse ou le réalisme de comprendre que la prospérité doit s'inscrire dans les limites d'une planète finie. Il nous faut donc nous adapter à cette donnée que nous ne pouvons changer. L'appel à la frugalité, loin de contenir la notion de sacrifice, porte simplement des valeurs de modération et de mesure qui permettent l'épanouissement de long terme.

Adopter une attitude frugale est donc non seulement nécessaire, mais aussi souhaitable. La privatisation de la vie des individus doit laisser place à un plus grand altruisme, au retour du bien public et de ses corollaires (intérêt et participation à la vie de la cité, aménagement du territoire, retour du sens avec le renouveau du contrat social).

La croissance doit donc être repensée dans les limites écologiques de la terre. Il importe peu que l'économie continue ou non d'être qualifiée de capitaliste, il s'agit en tout cas d'un capitalisme différent de celui que nous connaissons, car fondé sur un tout autre paradigme.

3. Commentaires critiques

3.1. Avis d'autres auteurs sur l'ouvrage

Un travail de redéfinition majeur et une contribution opératoire

La démarche de Tim Jackson visant à élaborer et proposer des pistes d'actions concrètes pour changer le paradigme de la croissance a été saluée par de nombreux auteurs. Susana Jourdan et Jacques Mirenowicz, rédacteurs en chef de LaRevueDurable, en font partie. Comme Tim Jackson, ils estiment que la prospérité n'est pas synonyme d'accumulation des biens matériels et que l'être humain ne peut être réduit à sa dimension d'*homo economicus*. Ils jugent le livre enthousiasmant en ce qu'il livre un diagnostic et des clefs de mise en œuvre du changement mesurées, réalistes et tangibles.

La fonctionnaire internationale Mary Robinson, haut-commissaire de l'Organisation des Nations Unies aux Droits de l'Homme entre 1997 et 2002 et présidente de Realizing Rights : the ethical globalization initiative – organisme de défense des droits de l'homme dont les activités ont pris fin en décembre 2010 mais qui conserve en accès libre les archives du travail mené depuis sa création par Mary Robinson en 2002 – partage totalement le diagnostic émis par l'auteur. Pour Mary Robinson, l'ouvrage de Tim Jackson a le mérite de poser clairement la question centrale de la redéfinition de la prospérité, elle-même porteuse de l'enjeu, crucial pour l'avenir, de la justice sociale.

L'économiste Michel Aglietta oriente sa réflexion dans le même sens. Il défend également la création d'une taxation écologique et la nécessité d'orienter les investissements vers l'écologie. Son projet d'élaboration d'un Fond Vert Européen entre en résonance avec les propositions de Tim Jackson visant à lancer un « New Deal » Vert. Le Fond Vert Européen de Michel Aglietta serait un nouvel intermédiaire financier à statut indépendant. Une partie de la taxe carbone serait utilisée comme capital de garantie de ce fond. Le Parlement européen deviendrait un véritable parlement et à ce titre, il pourrait lever l'impôt. Il s'agirait du premier impôt européen – et s'agissant d'un impôt lié à l'environnement, la portée symbolique en serait importante. Le Fond pourrait ensuite émettre des obligations sur actifs carbone que les investisseurs institutionnels pourraient acheter en vue d'accroître leur diversification (énergies nouvelles).

Des concepts macroéconomiques inadaptés à la construction d'un nouveau paradigme

Jean Gadrey, Professeur émérite d'économie à l'Université de Lille et collaborateur de la revue Alternatives Economiques, a publié en 2010 un livre intitulé Adieu à la croissance, dans lequel il soutient que le culte de la croissance économique est associé à une notion de décadence des sociétés développées. S'il partage la vision de Tim Jackson sur la nécessité de quitter la voie de la croissance telle que nous la connaissons, Jean Gadrey se démarque en revanche de l'auteur de Prospérité sans croissance sur plusieurs points. Tout d'abord, Jean Gadrey estime que l'importance du rôle majeur de la démocratie dans le choix de société qu'il nous revient de faire n'est pas suffisamment soulignée dans l'ouvrage de Tim Jackson. Ensuite, il n'est pas réellement pertinent, aux yeux de Jean Gadrey, de continuer à utiliser les concepts macroéconomiques classiques (productivité, rendements marginaux décroissants, investissement...), qui ont été décrédibilisés par les événements que traversent nos sociétés actuellement, pour construire un nouveau paradigme. Enfin, Jean Gadrey souligne le poids insuffisant de la sociologie (Bourdieu, Veblen) dans le volet psychologique de l'argumentation de Tim Jackson sur les comportements consuméristes.

3.2. Avis de l'auteur de la fiche

Impact identifiable des idées dans un contexte actuel

La grave crise économique que le monde traverse depuis 2008 démontre largement l'utilité et la nécessité de se pencher sur les causes de la faillite du système et de mettre à jour des solutions réalistes, pratiques et concrètes de mise en œuvre d'un changement de paradigme. Cette crise illustre l'état de déliquescence d'un modèle de croissance économique ouvertement fondé sur la consommation à outrance dans les sociétés développées. Ce système est par nature déséquilibré et malsain, puisqu'il repose notamment sur la capacité d'épargne culturellement forte de certains pays en voie de développement. Il en résulte une dépendance dangereuse aussi bien à l'échelle des individus, avec l'augmentation massive de leur endettement et la diminution de leur solvabilité, qu'à l'échelle des entreprises et des États, contraints d'emprunter sur les marchés extérieurs et d'aller chercher des participations dans des fonds souverains de pays étrangers.

Dans ce contexte de crise et de dérèglement climatique majeur, un changement de paradigme s'avère indispensable, et c'est ce en quoi l'ouvrage de Tim Jackson est porteur d'une contribution majeure.

Avis personnel sur l'ouvrage

Le raisonnement développé par l'auteur me paraît porteur de bon sens en ce sens qu'il est équilibré : Tim Jackson défend qu'il est possible de changer de modèle sans recourir aux extrêmes (révolutions). Au niveau du diagnostic, le « détricotage » du lien entre prospérité et croissance est méthodiquement abordé, thématique par thématique (éducation, santé, bien-être...) et solidement démontré au moyen d'études particulièrement éclairantes.

Par ailleurs, l'ouvrage a le mérite d'offrir une vision très opératoire du changement à réaliser, en proposant des solutions très concrètes pour y parvenir. En cela, il crédibilise l'ensemble de sa réflexion. En effet, une partie des solutions, notamment la fiscalité écologique et les investissements écologiques, apparaissent non seulement mûres pour être mises en œuvre mais aussi socialement bien pesées et équilibrées pour ne pas accroître les inégalités.

Le constat de fond sur les ravages du consumérisme – individualisme exacerbé, lien social devenu diaphane, solitude – peut être associé à la perte de repères engendrée par la

mondialisation. La définition de la véritable prospérité apparaît aussi évidente qu'elle est formulée simplement. Elle éclaire de façon lumineuse la vacuité du système actuel, qui se manifeste notamment par l'atomisation et la solitude inquiétantes des individus, la précarité d'un nombre croissant de personnes et la fuite en avant – signe d'une profonde inquiétude existentielle – illustrée par la dégradation de l'environnement et le pillage irraisonné des ressources terrestres. Ces manques font apparaître un besoin impérieux de retisser des liens sociaux distendus, de revitaliser le contrat social qui nous unit et de repositionner l'être humain à sa juste place dans l'écosystème qui lui permet de vivre.

4. Bibliographie de l'auteur

2011 – *Missing carbon reductions? Exploring rebound and backfire effects in UK households*, Druckman, A., M. Chitnis, S. Sorrell and T. Jackson, Energy Policy, Accepted for publication

2011 – *The Political Economy of the UNFCCC: Negotiating Consensus within the Capitalist World System*, University of Surrey (Guildford), Fudge, S, Mulugetta, Y Peters, M and Jackson, T, [RESOLVE Working Paper Series, 02-11](#), Research Group on Lifestyles, Values and Environment

2011 – *UK Youth: The conflicts of contemporary lifestyles*, Paris (United Nations Environment Programme), Hayward B, Tim Jackson, David Evans (2011 forthcoming) in Sustainable lives? The Global Survey on Youth Lifestyles

2010 – *The bare necessities: how much household carbon do we really need?*, Ecological Economics, Druckman, A and T Jackson

2010 – *Prospérité sans Croissance – la transition vers une économie durable*, Brussels, De Boeck, Jackson T

2010 – *Consumerism as Theodicy – an exploration of religions and secular meaning functions*, In Thomas, L (ed) Consuming Paradise, Oxford, Palgrave-Macmillan, Jackson, T and M Pepper

2010 – [Low carbon communities: imaginative approaches to combating climate change locally](#), . Cheltenham: Edward Elgar, Peters, M, S Fudge and T Jackson

2009 – *The 2009 R-ISEW (Regional Index of Sustainable Economic Well-being) for all the English Regions*, Report prepared for EMDA. London: New Economics Foundation, Abdallah, S, A Knuutila, T Jackson and Nic Marks

2009 – *Estimations of household material flows in deprived areas*, Proceedings of the Institution of Civil Engineers, Waste and Resource Management 162 (WR3) 129-139, Alexander, C, A Druckman, T Jackson and C Osinski

2009 – *Market influence on the low carbon energy refurbishment of existing multi-residential buildings*, Energy Policy 37: 2582–2593, Atkinson, J, T Jackson and E Mullings-Smith

2009 – *Accounting for food waste: comparative analysis within the UK*, Proceedings of the Institution of Civil Engineers, Waste and Resource Management 162(WR1): 5-13, Bradley, P, C Thomas, A Druckman and T Jackson

2009 – *The economic and environmental optimisation of integrating ground source energy systems into buildings*, Energy 34: 2215-2222, Dickinson, J, T Jackson, M Matthews and A Cripps

2009 – *The bare necessities: how much household carbon do we really need?*, [RESOLVE Working Paper 05-09](#), Guildford: University of Surrey, Druckman, A and T Jackson

2009 – *Mapping our carbon responsibilities: more key results from the Surrey Environmental Lifestyle Mapping (SELMA) framework*, [RESOLVE Working Paper 02-09](#), Guildford: University of Surrey, Druckman, A and T Jackson

2009 – *The carbon footprint of UK households 1990-2004: a socio-economically disaggregated, quasi-multiregional input-output model*, Ecological Economics 68 (7): 2066–2077, Druckman, A and T Jackson

2009 – *The delights of data: deficiencies in the quagmire?*, Carbon Accounting Conference, Heriot-Watt University, Edinburgh, 11 March 2009, www.carboncounting.org.uk, Druckman A and T Jackson

2009 – *Global Survey on Sustainable Lifestyles - Analysis of UK respondents*, Report to the UNEP GSSL, Guildford: RESOLVE, Hayward, B, T Jackson and D Evans

2009 – *Digital Media and Dematerialization An Exploration of the Potential for Reduced Material Intensity in Music Delivery*, Journal of Industrial Ecology 13(1): 127-146, Hogg, N and T Jackson

2009 – [Prosperity without Growth – Economics for a Finite Planet](#), London, Earthscan, Jackson T

2009 – *Prosperity without Growth? Steps to a sustainable economy*, London, Sustainable

Development Commission, Jackson T

2009 – *Beyond the Growth Economy*, Journal of Industrial Economy 13(4): 487-490, Jackson, T

2009 – *Prosperity without Growth? An alternative perspective on economic recovery*, Outreach Issues May 2009, 1-2, Jackson, T

2009 – *A Sustainable New Deal – a fiscal package for economic social and environmental recovery*, London: Sustainable Development Commission, Jackson, T J Porritt, A Lees, V Anderson

2009 – *Measuring regional progress: regional index of sustainable economic well-being (R-ISEW) for all the English regions*, London: New Economics Foundation, Jackson T, McBride N, Abdallah S, Marks N

2009 – *Beyond the Growth Economy*, Journal of Industrial Ecology 13(4): 487-490, Jackson T

2009 – *Recovery without Growth ?*, Renewal 17(3): 43-56, Jackson T

2009 – *The value of reducing distribution losses by domestic load-shifting: a network perspective*, Energy Policy 37: 3159-3167, Shaw, R, M Attree, T Jackson and M Kay

2008 – *Waste Accounting – comparative analysis of household and business waste arisings*, Submitted to Waste and Resource Management, Bradley, P, C Thomas, A Druckman and T Jackson

2008 – *The Surrey Environmental Lifestyle Mapping (SELMA) framework: development and key results to date*, [RESOLVE Working Paper 08-08](#), University of Surrey, Guildford, UK, Druckman, A and T Jackson

2008 – *Measuring resource inequalities: the concepts and methodology for an area-based Gini coefficient*, Ecological Economics 65, 242-252, Druckman, A and T Jackson

2008 – *A geographically and socio-economically disaggregated local household consumption model for the UK*, Journal of Cleaner Production 16: 870-880, Druckman, A, P Sinclair, and T Jackson

2008 – *The political economy of energy regulation in the UK 1945 – 2007: Paradigms and policy*, [RESOLVE Working Paper Series, 02-08](#), University of Surrey, Fudge, S., Hunt, L., Jackson, T., Mulugetta, Y. and Peters, M.

2008 – *Motivating Sustainable Consumption. Chapter 6 in Reddy, S (ed) Green Consumerism – approaches and country experiences*, Hyderabad, India: Icfai University Press, Jackson, T

2008 – *Sustainable Consumption and Lifestyle Change*, Chapter 14 in Lewis A (ed) Handbook of Economic Psychology, Cambridge: Cambridge University Press, 335-362, Jackson, T

2008 – *Where is the wellbeing dividend ? Nature, Structure and Consumption Inequalities*, Local Environment 13(8), 703-724, Jackson, T

2008 – *A blatant failure of moral vision*, Guardian S2 Environment, Wed 16th January, Jackson, T

2008 – *(Regional) Index of Sustainable Economic Welfare, Contribution to Beyond GDP: virtual indicator expo*, Online at: <http://www.beyond-gdp.eu/download/bgdp-ve-i-sew.pdf>, Jackson, T, N McBride and S Abdallah

2008 – *An Immoral Climate*, London: Sustainable Development Commission, Online at: <http://www.sd-commission.org.uk/publications.php?id=671>, Jackson, T

2008 – *Community action a force for social change? Some conceptual observations*, [RESOLVE Working Paper Series, 01-08](#), University of Surrey, Peters, M. and Jackson, T.

5. Références

Biographie :

University of Surrey, Centre for environmental Strategy :
http://www.surrey.ac.uk/ces/people/tim_jackson/

Sustainable Development Commission : http://www.sd-commission.org.uk/pages/policy_and_research.html

Bibliographie :

University of Surrey, Centre for environmental Strategy :
http://www.surrey.ac.uk/ces/people/tim_jackson/

Commentaire critique :

Realizing rights, <http://www.realizingrights.org/>

« Sur la « prospérité sans croissance » de Tim Jackson », [Blog de Jean Gadrey, Alternatives Économiques, http://alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey/2011/04/17/sur-la-«-prosperite-sans-croissance-»-de-tim-jackson/](http://alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey/2011/04/17/sur-la-«-prosperite-sans-croissance-»-de-tim-jackson/)